

« Il ne faut pas négliger l'inflation : c'est un risque latent »



Bien que les marchés semblent avoir relégué **l'inflation** au second plan, sa persistance dans certaines économies et les facteurs géopolitiques susceptibles de la raviver en font **un risque à ne pas négliger**.

C'est l'avertissement d'**Alberto Matellán**, Directeur Général de **La Financière Responsable** (LFR) – filiale française de gestion d'actifs ISR de MAPFRE – qui souligne que « *l'on y prête de moins en moins attention, mais cela reste un risque latent* ».

En **Espagne**, l'inflation a récemment grimpé à 3 %, une progression qui s'explique par **la vigueur de la croissance économique**. Ce phénomène, loin d'être inquiétant, reflète une économie dynamique, mais nécessite une surveillance constante de la part des autorités monétaires.

MAPFRE partage ainsi la vision du **Fonds monétaire international (FMI)**, qui anticipe un **possible ralentissement économique mondial en 2026**, alimenté par les **tensions commerciales** entre grandes puissances. Toutefois, Matellán précise que l'Espagne et d'autres régions profitent actuellement d'une **liquidité abondante** dans le système économique, ce qui pourrait atténuer les effets d'un ralentissement.

Le DG de LFR note également que l'inflation connaît **d'importantes divergences** selon les pays, et que la situation est particulièrement préoccupante aux **États-Unis**, ce qui pourrait influencer la **stratégie des banques centrales**. À ce stade, aucun changement significatif n'est attendu dans les portefeuilles d'investissement, mais le contexte appelle à la **prudence**.

Sur le plan politique, le **report de la réforme des retraites en France** suscite le débat. Bien que cela ne soit pas positif d'un point de vue économique, Matellán estime que cette situation pourrait être bénéfique, si elle permet d'aboutir à un **consensus politique**. « *Lecornu et Macron ont gagné du temps et donné la **priorité à la stabilité** politique, mais sans stabilité, il ne peut y avoir de solution économique* », affirme-t-il.

À l'international, les **négociations entre les États-Unis et la Chine** se poursuivent à l'approche de l'échéance de la trêve commerciale. Matellán considère que l'issue ne sera pas extrême, les deux parties ayant intérêt à **éviter une rupture**. Le marché, de son côté, a appris à interpréter les hauts et les bas comme faisant partie de la **stratégie de négociation** du président Trump, et réagit désormais avec plus de recul.

En **Europe, le secteur du luxe** a connu cette semaine un fort rebond après les résultats de LVMH. Matellán souligne que cette croissance est **due à l'augmentation des volumes de ventes**, et non à celle des prix — un signal positif. Il tempère toutefois cet optimisme, en notant que d'autres entreprises du secteur, notamment en Asie, font encore face à de nombreuses incertitudes.

Enfin, dans le **secteur technologique**, Matellán invite à regarder **au-delà des «Magnificent 7»**. Des entreprises comme **ASML**, affichant des résultats solides, illustrent un secteur robuste et moins volatil. Chez **La Financière Responsable**, nous privilégions ce type de sociétés, dont les modèles économiques sont **plus stables**.



--//--

Retrouvez l'intégralité de [l'interview d'Alberto Matellán](#) sur le site de MAPFRE AM.

Avertissement :

Article d'information publié en octobre 2025. Toute utilisation, toute reproduction totale ou partielle de ce document, des logos, des marques ou de tout élément figurant sur ce document est interdite, sans autorisation préalable de La Financière Responsable (LFR). La responsabilité de LFR ne saurait être engagée du fait d'une utilisation, d'une diffusion totale ou partielle de ce document non conforme à sa destination. Les données et informations figurant dans cette publication reflètent l'opinion des intervenants cités et sont fournies à titre d'information uniquement.

Les performances passées ne sont pas une indication fiable des performances futures ; le capital n'est pas garanti.

Aucune information contenue dans cette publication ne constitue une offre ou une sollicitation par un membre quelconque de LFR de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers.
